

# LE RÉVEIL SAINT-PIERRAIS

## Journal Républicain

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance).

Pour la Colonie.

Un an..... 12 fr. 00. — Six mois..... 7 fr. 00

Union Postale

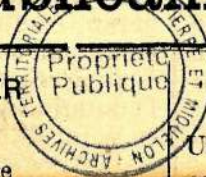
Un an..... 15 fr. 00. — Six mois..... 8 fr. 00

FERNAND MAZIER

DIRECTEUR

Quai de la Roncière

Saint-Pierre & Miquelon



PRIX DES ANNONCES.

Une à six lignes..... 3 fr. 00

Chaque ligne au-dessus..... 0 fr. 40

### LES REPRÉSAILLES du Conseil de Fabrique

Il y a peu de temps, nous nous sommes élevé contre l'exécution que l'on faisait du malheureux entrepreneur de la réfection de l'église, quand on a procédé à la vente de ses objets mobiliers, rachetés par ses amis de l'Action laïque, faisant contraste à l'action cléricale dans son œuvre de représailles.

Aujourd'hui, nous nous élevons également contre la saisie et la mise en vente des propriétés d'Albert Grosvalet. Saint-Pierre est à la dernière extrémité économique et commerciale, malgré cela la personne n'exécute plus malheureux que lui; on se dit avec raison à quoi servirait-il de mettre les gens davantage dans la misère, de les chasser de leur chez eux construit par eux, et où sont nés depuis le premier jusqu'au dernier des enfants, où la femme a peiné nuit et jour pour élever sa nombreuse famille.

Pour Grosvalet, ce n'est pas assez qu'il se soit expatrié, on est impitoyable, on est sans merci et tout cela se fait au nom de la religion, comme le 13 janvier on a pénétré, chez M<sup>e</sup> Lagrosillière. Qu'ils s'en aillent du pays, disait le Père Fœtus, nous en serons débarrassés. Est-ce là ce que l'on veut? faire disparaître ceux qui ne veulent pas se soumettre, pour dominer avec plus d'extravagance. Quels sont donc ces étrangers et d'où viennent-ils pour venir faire la loi dans un pays qui est nôtre par nos ancêtres.

En un mot, on fait supporter à Grosvalet, à sa femme et à ses enfants la sottise et l'incapacité d'un Viéla que l'on avait improvisé architecte et qui a leurré ce pauvre Grosvalet de belles paroles et de plus belles promesses en l'appelant mon cher Albert pour mieux le tromper.

Qui oserait nier que cet architecte improvisé, aujourd'hui garçon de café dans l'Amérique du Sud, était incapable de diriger et de se rendre compte de la tâche que l'on a voulu lui imposer parce qu'il savait faire des images qu'il appelait des plans. Viéla n'avait ni bre-

vet, ni pratique et les experts sont là, qui tous les trois ont condamné d'une seule voix sa manière de faire, c'est à dire d'avoir caché, et l'importance et la valeur des travaux que comportait la réfection de l'église.

Nous n'exagérons rien, puisqu'il a eu le cynisme d'avouer dans un rapport, qui a fait le tour de Saint-Pierre, que Grosvalet avait encore pour 25.000 fr. de travaux à faire tout en lui en reconnaissant pour 41.000 francs. de travaux achevés. Et encore en faisant cet aveu, il n'a avoué qu'une partie de ses bêtises, qu'il les ait faites de son plein gré ou sur commande, et, pour plus sûreté, on l'a fait partir végéter ailleurs.

L'entrepreneur du château du fond du Barachois a-t-il été plus heureux? au lieu de trouver du gain à son travail, cela a été la ruine de ce travailleur qui en était à ses débuts.

Et M. l'abbé Légasse a la conscience en paix d'avoir sacré architecte un sien parent qui, en deux entreprises, a ruiné deux pauvres diables d'ouvriers, et il y a des gens qui sont assez naïfs de ne pas vouloir croire que ces poursuites inqualifiables sont exercées au nom du conseil de fabrique?

Pour bien démontrer que nous ne voulons en imposer à personne, nous reproduisons le préambule du dernier exploit de l'huissier, qui débute ainsi :

« L'an mil neuf cent six, le dix-sept avril à neuf heures du matin,

A la requête de 1<sup>o</sup> M. Louis Ozon, demeurant à Saint-Pierre, pris en sa qualité de président du conseil de la fabrique de St-Pierre; 2<sup>o</sup> M. Edouard Bidet, armateur, demeurant à Saint-Pierre, pris en sa qualité de trésorier du conseil de la fabrique de Saint-Pierre, pour lesquels domicile est élu en l'étude de M<sup>e</sup> Jean François Pompéi avocat agréé . . . . .

J'ai Louis Héguy huissier . . . . . porteur d'un pouvoir spécial à moi donné par MM. Louis Ozon et Edouard Bidet es-qualités suivant acte sous seing privé en date du onze avril 1906, me suis transporté (aux propriétés dont suit l'énumération) . . . j'ai saisi réellement les immeubles précédemment décrits au préju-

dice du dit sieur Grosvalet afin d'avoir le paiement de la somme de 6,466 francs.

Après cette reproduction, où l'on constatera l'heure et la date de la signification de cette saisie, et jusqu'à la date à laquelle MM. Ozon et Bidet ont dû donner pouvoir à l'huissier d'agir, que l'on ne vienne plus nous dire que ce n'est pas au nom de la fabrique que l'on commet toutes ces infamies. En France, le clergé s'élève de toutes parts contre la formalité des inventaires et que fait-il donc à Saint-Pierre contre un malheureux qu'il veut dépouiller pour cacher la faute et l'incapacité de son architecte.

Qu'on le sache, c'est le curé qui est le pouvoir exécutif du Conseil de fabrique et les fabriciens, en la circonstance, ne sont que des prête-noms que l'on fait agir pour leur faire assumer la responsabilité d'un acte de représailles que tous les braves gens reprouvent comme une méchanceté; que l'on cesse donc de se couvrir d'une assemblée illusoire dont les membres, individuellement, nient toute participation à de tels agissements reprochables, avouant ainsi publiquement leur faiblesse de ne pouvoir s'opposer à ce que l'on fait en leur nom, et s'exposant ainsi à la malédiction de petits enfants qui voient leurs parents dans le chagrin et dans l'obligation de fuir la maison où, grands comme petits, ils ont vu le jour et qui a été leur abri maternel.

### AUDACE ET BLUFF

Le Journal officiel de la semaine dernière nous a presque séduit par l'intéressant et l'inédit des deux blâmes sévères que M. le gouverneur Angoulvant a décernés à deux modestes employés, dont un fait partie du service du trésor et l'autre de celui de la justice.

Il y avait déjà si longtemps que ces incidents, d'un ordre tout spécial, étaient passés dans l'oubli remplacés par d'autres de même tendance, que



nous nous demandons ce que veut dire, ce que présage ce retour offensif du chef de la colonie à propos d'une **affaire**, où certes il est loin d'avoir eu le beau rôle à quelque point de vue que l'on puisse l'envisager.

Si nous nous rappelons bien ce qui s'est passé dans tous les détails de **l'affaire** en question, il faudrait même convenir que là M. Angoulvant a été plus zélé qu'intelligent; et c'est ainsi qu'il arrive quand on veut se surpasser en intellectualité: c'est le qui trop embrasse, mal étroit.

Les plus surpris et étonnés de cette reprise d'armes sont certainement les deux blâmés qui ne savent probablement pas quels sont les griefs exacts dont ils sont accusés.

Cette façon de procéder de M. Angoulvant ne nous étonne guère, car nous le savons personnage aimant à jouer au roitelet sans se préoccuper s'il a bien étudié son rôle au point de vue légal et administratif: d'où des contradictions aussi fréquentes que flagrantes.

Nous ne sommes pas chargé de défendre les deux blâmés ils ont de meilleurs avocats que nous dans leurs chefs respectifs, mais il nous plaît de faire voir à nos lecteurs ce qu'est un abus de pouvoir et comment, à l'aide d'audace, on parvient quelquefois à donner le change et à attribuer aux autres ses propres griefs. Il est connu depuis longtemps que les gros ne se mangent pas entre eux et que ce sont les petits et les modestes qui supportent le poids des fautes et des sottises des grands; de même que ce sont les petits qui font le travail et les gros qui en sont récompensés par se l'attribuer.

Dans cet ordre d'idées, comment se fait-il qu'un employé du trésor, qui ne dépend que du trésorier, puisse être blâmé, en tant que service, par d'autres que par son chef duquel seul il peut dépendre?

Quant à l'employé du service de la justice, la contradiction est encore plus choquante, puisque de cet employé M. le gouverneur faisait toutes les louanges lors de la présentation du budget, et cependant l'incident qui lui vaut un **blâme si sévère et si posthume**, était alors un fait accompli.

De cet imbroglio à n'y rien comprendre, il faut en déduire ceci et nous sommes bien renseigné pour le mettre en évidence: le blâme ministériel et sévère, c'est à M. le gouverneur Angoulvant qu'il était destiné et, pour donner le change à la population, le réceptionnaire voudrait en faire supporter les effets à deux employés dont il a été le premier à reconnaître les mérites professionnels.

L'incident auquel se rattachent ces deux blâmes n'est autre que celui relatif aux honoraires de M<sup>e</sup> Delmont dans les indemnités obtenues pour cession du French-Shore.

M. Angoulvant ne connaissait ni de près ni de loin M<sup>e</sup> Delmont, mais il lui suggérait qu'il eût été l'adversaire de M.

Légasse pour que notre ami fut honoré lui aussi de l'animosité gubernatoriale s'attaquant à ses intérêts d'avocat.

Le procédé n'est pas nouveau, il est emprunté à la manière d'agir de M. Légasse qui se venge de ses adversaires en leur occasionnant, à propos de bottes, des frais judiciaires ou autres qu'il regarde comme des pénalités. Cela se comprend assez, puisque cet homme a comme dieu et pour tout sentiment l'adoration perpétuelle du veau d'or; à ce point de vue, il doit se figurer que les autres sont comme lui et qu'on s'en prenant à leur bourse c'est le meilleur moyen de se venger et de les réduire à néant, ne pouvant y parvenir autrement.

Cela déplaisait donc souverainement à M. Légasse que M<sup>e</sup> Delmont ait eu la représentation de la plupart des futurs indemnisés de la cession du French-Shore. Et la première insinuation malveillante qui fut colportée à ce sujet, consistait à accréditer qu'il n'était rien dû aux avocats pour l'obtention de ces indemnités parce qu'ils n'avaient pas eu à plaider, comptant pour rien les démarches auxquelles ils s'étaient livrés et les mémoires explicatifs qu'ils avaient dû déposer.

Ce ballon d'essai lancé, quelques jours après on avait trouvé cette perle sur laquelle s'est échafaudée **toute cette nouvelle affaire**: c'est que les indemnisés devaient s'être adressés non à Delmont, avocat, mais à Delmont, délégué de la Chambre de commerce, dont tous les offices doivent être gratuits.

Toute **l'affaire montée** reposait donc sur un distinguo subtil et casuiste. Cette trouvaille a peut-être émerveillé des gens qui, en vrais courtisans, se pâment d'aise au moindre hoquet administratif, où il y a plus de bruit que de raison.

Voilà donc dans quelles conditions on s'est mis d'accord pour se mettre en campagne et recruter des protestataires; c'est alors que M. Légasse a mis à la disposition de M. Angoulvant deux de ses meilleurs agents pour ce genre d'opération, l'un à Saint-Pierre, l'autre à l'île aux Chiens. Cette association administrative-commerciale nous indique bien le tempérament vexatoire de M. Angoulvant qui n'admet pas la contradiction et encore moins l'opposition à son système d'administrer: tout pour les uns, rien pour les autres qu'il croit être dupes de ses agissements et de ses partialités.

En la circonstance, son animosité a pris naissance de ce fait qu'en attaquant M. Delmont il atteignait M. Lagrosillière qui avait osé, après le congrès de Châlons, faire annoncer dans les journaux que son ami Constans se proposait, à la rentrée des Chambres, de faire une interpellation sur les scandales administratifs aux îles Saint-Pierre et Miquelon.

En usant de sa haute fonction pour atteindre ses deux adversaires, c'était en même temps un moyen tout trouvé

pour M. Angoulvant de faire sa cour à M. Légasse et de motiver son intervention personnelle et celle des émissaires de son co-associé.

Donc, un certain jour que nous pourrions préciser, l'agent secret de M. Angoulvant se tenait sur les quais aux aguets, tout en ayant l'air de flairer d'où venait le vent; Tout d'un coup, il aperçoit l'objet de ses préoccupations, et reconnaît l'homme auquel il avait affaire.

— Tiens, bonjour un Tel; comment que cela va?

— L'autre ahuri, qui ne connaît pas l'émissaire, s'étonne de tant de politesse et de tant de prévenance et quoique cela fait bonne contenance.

Et tout de suite après avoir ainsi fait connaissance, l'agent, en diplomate pressé, entre dans le vif de sa mission, faisant tout à la fois demandes et réponses pour aller plus vite: « Vous n'avez pas encore touché votre indemnité; vous savez que vous ne devez rien aux avocats, ce sont des grippe-sous; si vous ne me croyez pas, allez-vous-en voir le gouverneur, il va vous confirmer ce que je viens de vous dire. » Et aussitôt dit, étant à proximité de l'hôtel du gouvernement, il entraîne le sus-dit indemnisé vers le secrétariat. Tout farci de ce que vient de lui dire l'agent de M. Légasse et de M. Angoulvant, on introduit le sus-dit indemnisé et on le conduit directement au secrétaire particulier du gouverneur qui renchérit sur ce qu'avait avancé l'agent-émissaire à la solde de M. Légasse:

« Mais parfaitement, mon ami, c'est une iniquité que l'on veut vous faire, c'est une sorte de spoliation sur votre indemnité si légitimement acquise: écrivez deux mots au gouverneur, qui est le soutien des humbles et des petits pêcheurs, et vous n'aurez rien à payer, je vous en donne l'assurance.

— Mais, réplique l'indemnisé, mon bon monsieur, je ne saurais comment faire cette lettre à M. le gouverneur, à peine si je **savons** mettre notre signe.

— Qu'à cela ne tienne, reprend le secrétaire, je vais vous la faire, mais à la condition expresse que vous allez la faire recopier et que vous me rapporterez le papier que je vais vous remettre. »

Tel il a été dit, tel il a été fait, et c'est une femme, parente de l'indemnisé, qui s'est chargée de faire recopier par un de ses enfants le modèle des nombreuses plaintes dont M. le gouverneur se dit avoir été saisi contre M<sup>e</sup> Delmont.

La moralité, ou si l'on veut l'immoralité de l'affaire, tout le monde peut l'approfondir: M. Angoulvant, d'accord avec M. Légasse qui lui prête son personnel à cet effet, se fait adresser des plaintes dont son secrétaire particulier a rédigé et soigné le libellé propre à servir la cause; et c'est cette première plainte qui a servi en quelque sorte de modèle à toutes les autres, sinon en la forme du moins au fond, qui consiste à faire dire aux gens qu'ils se sont adressés au délégué de la Chambre de Commerce et non à l'avocat.







Sous forme de questionnaire inquisitoire, le gouverneur Angoulvant avait également, en même temps, adressé au président de la Chambre de Commerce pareille enquête. M. Daygrand s'est refusé de répondre sous cette forme insidieuse de correspondance.

Toute cette affaire, puisque affaire il y a, nous remet en mémoire les procédés du Second Empire, que l'on a flétris avec juste raison et qui consistaient à faire fomenté par des agents secrets des semblants d'insurrection pour avoir à les réprimer.

M. Angoulvant, plus modeste en ce moment, se foment des plaintes pour avoir le plaisir de sévir et de donner satisfaction à son ire : **que d'audace et que de bluff!**

## AFFAIRE DUPONT

On se rappelle que M. Dupont avait été dessaisi de ses fonctions de liquidateur judiciaire de la société du Pro-Patria.

Avant la décision du tribunal de 1<sup>re</sup> instance, on avait essayé de tous les moyens de pression et d'intimidation pour obtenir la démission du liquidateur de la société en procès de restitution avec M. Légasse.

Comparution au parquet, en présence de l'avocat de la partie diligente, et enfin à l'audience, le ministère public avait eu ce mot malheureux de prétendre M. Dupont en état de déconfiture.

M. le gouverneur Angoulvant lui-même s'était intéressé à la solution de l'affaire en disant à un de nos amis : **sans M<sup>e</sup> Lagrosillière, nous aurions obtenu que Dupont donne sa démission de liquidateur.**

Est-ce assez significatif pour prouver en tout et partout l'ingérence de M. Angoulvant en faveur de M. Légasse et dans des affaires de justice.

Est-ce là le rôle d'un haut fonctionnaire républicain, de toujours favoriser le seul capitaliste que nous ayons au détriment de travailleurs honorables comme M. Dupont. Du temps de l'Empire, où le pouvoir personnel était à l'ordre du jour, on aurait eu la gratitude de se souvenir que pendant trente ans, M. Dupont avait été le dévoué collaborateur de l'administration de cette colonie, et, par reconnaissance de tant de services gratuits, on n'aurait pas voulu porter atteinte à la juste considération dont ses concitoyens l'avaient entouré.

Enfin, le Conseil d'appel a réduit à néant le dessaisissement dont M. Dupont avait été frappé, et il l'a fait en se conformant à la loi, sans tenir compte du réquisitoire mal fondé du procureur de la République, pas plus que de la pression qui avait été précédemment exercée par une ingérence insolite et interdite.

## INCIDENTS au départ du Gallia

Saint-Malo, 28 mars. — Le départ du Gallia, annoncé pour ce matin, a été fertile en incidents de toutes sortes.

Nous allons raconter avec l'impartialité la plus complète et avec des renseignements rigoureusement exacts les différents événements qui se sont produits durant et après l'embarquement des passagers.

Depuis six heures du matin, une foule évaluée à plus de 15,000 personnes stationne sur les quais.

Des barrages, aux entrées desquels sont placés des gendarmes de la marine et des agents de police, sont établis pour maintenir le flot humain qui se presse. Seuls les passagers et quelques privilégiés peuvent passer. Le ciel est d'un bleu magnifique; malgré les rayons du soleil, un vent glacial souffle de la partie Nord. De temps à autre, la sirène du Gallia jette dans l'espace des appels dont le son est répercuté par l'écho. La mer monte rapidement; le « plein » est à 8 heures 18.

Nous allons faire une courte visite à bord du Gallia.

Beaucoup de matelots s'embarquent en donnant leurs cartes de passagers.

A sept heures et demie, heure fixée par la compagnie Fabre, à laquelle appartient ce vapeur, un tiers des passagers n'est pas encore embarqué. Quantité d'entre eux stationnent sur le quai et font leurs adieux à leurs familles.

A ce moment, nous remarquons M. Trefeu, directeur de la Marine marchande, accompagné de M. Rougnon de Mestadier, chef du service de l'inscription maritime à Saint-Servan, et de M. Pottier, administrateur principal de la marine à Saint-Malo.

La mer monte toujours. A 8 heures 10 exactement, le capitaine Buhé, redoutant à bon droit que son navire, qui cale beaucoup d'eau, n'échoue au sortir du barrage du Pont Roulant, donne l'ordre de retirer les échelles et les passerelles d'accès.

L'ordre est exécuté et les gendarmes, dès lors, afin d'éviter tout accident, empêchent qui que ce soit de chercher à monter à bord du Gallia.

A ce moment, de violents incidents éclatent, les gendarmes obéissant à leur consigne et refusant tout embarquement, sont fortement pris à partie par plus de 200 marins et par la multitude qui vient de rompre les barrages.

Les marins essayent de forcer le passage de l'échelle. Inutile.

—Passez à bord du vapeur affrété spécialement, vous reprendrez le Gallia en rade, leur dit-on.

Mais le tumulte est tellement grand, que personne ne peut entendre ces paroles. Une sourde rumeur part de la foule et du bord.

—Laissez-les passer! crie-t-on.

Des patrons déjà embarqués reconnaissent des hommes de leurs équipages, ils sautent à terre pour les faire entrer, mais impossible pour eux de réintégrer le navire. La colère augmente de plus en plus; de violentes bousculades se produisent; il faut jouer des coudes pour ne pas être précipité dans le quai, la foule en veut aux malheureux gendarmes.

Des clameurs, des cris : « A mort ! A l'eau ! » retentissent, le moment est critique. Que va-t-il se passer ?

Soudain un patron cancalais descend sur l'échelle et menace le gendarme Bernard, un matelot lui assène un coup de poing dans le dos. D'autres marins lui donnent des coups de pieds dans les jambes. Le malheureux gendarme, quoique crachant le sang, n'abandonne pas son poste.

Pendant ces regrettables incidents, le patron de goélette Alexandre Ferrard, de Miniac, commandant le « Joseph-Antoine », de Saint-Pierre, tombe entre le vapeur et le quai. Si le bateau fait le moindre mouvement il sera sûrement écrasé. . . . Un brave homme du nom de Forestier n'hésite pas à sauter à la mer pour le sauver. Du bord on leur jette une bouée et tous deux sont remontés sains et saufs.

A 8 heures 20 les amarres sont lâchées. Quelques-uns s'agrippent aux amarres que l'on rentre à bord et sont hissés par leurs camarades. Un dernier coup de sirène et le steamer bat la mer de son hélice.

A 8 heures 25 il passe le barrage et se dirige vers la rade. Dans les haubans sont juchés des grappes humaines, le pont est couvert de monde. Certains marins chantent; mais ceux qui restent à terre font preuve d'un grand mécontentement.

Le remorqueur *Robert-Surcouf* prend alors une centaine de passagers et se dirige à toute vapeur vers le *Gallia* qui file toujours. Enfin il peut le rejoindre, mais l'accostage est fort difficile à cause de la mer qui est très houleuse. Une vingtaine de terrenevas seulement sont transbordés lorsque soudain les amarres retenant le *Robert-Surcouf* au *Gallia* sont brisées.

Le capitaine se voit forcé de rentrer au port avec ceux qui restent à son bord.

Quand le *Robert-Surcouf* accoste, tout le monde se précipite pour interroger les marins. On informe qu'on retournera en rade dans un instant, et quelques retardataires sautent à bord.

A la porte de Dinan des scènes regrettables ont lieu. Le vapeur *Mont-Saint-Michel* prend à son bord d'autres passagers. Sur le pont, il y a quatre patrons qui s'arrachent les cheveux de désespoir. Il leur manque des hommes et ils craignent de manquer le *Gallia*.

Vers 10 heures les deux remorqueurs repartent mais reviennent une heure après n'ayant pu accoster le *Gallia*, empêchés par l'état de la mer. 120 marins



débarquent à terre. Plusieurs d'entre eux retrouvent leurs parents qui pleurent à chaudes larmes.

— Ah ! mon Dieu. Quel malheur, notre campagne est perdue ! comment allons-nous faire ? se lamentent-ils.

Ils sont découragés. On les console vite en leur disant que l'agent de la compagnie venait de télégraphier au sémaphore du cap Fréhel pour faire rebrousser chemin au *Gallia*. Tous se rendent devant les bureaux de la marine en attendant des ordres.

Les commentaires vont leur train. La ville semble en révolte. On dit que tous ces manquants involontaires seront obligés de regagner Saint-Pierre par Le Havre, New-York et Halifax. C'est une dépense de 250 francs pour chaque homme, la moitié des avances.

Un bruit sinistre circule, on raconte qu'un homme voulant embarquer en rade, du *Robert-Surcouf* sur le *Gallia* a été écrasé entre les deux coques; renseignements pris, cette rumeur est heureusement fausse. Mais je suis témoin d'une scène. Un chanteur ambulant, n'ayant qu'une jambe, se jette volontairement à la mer, manquant d'entraîner avec lui plusieurs personnes. Il veut absolument embarquer. Un canot, le *Neptune*, monté par MM. Portier et Lavergne, le retire heureusement.

Le vent souffle avec violence, la poussière vous aveugle et vous étouffe.

Sur les remparts, les familles anxieuses suivent ces péripéties.

Les gendarmes ont obéi à un ordre et il serait mal de croire qu'ils ont empêché les marins d'embarquer. L'ordre leur en a été signifié après 40 minutes de retard. Le gendarme Bernard mérite une mention spéciale pour le sang froid qu'il a témoigné. Il est couvert de blessures, sa tunique est déchirée. Le bruit court qu'un gendarme a voulu tirer sur la foule avec son revolver. Il n'en est rien.

Voici exactement ce qui s'est produit. Un matelot surexcité a tenté d'arracher l'arme du gendarme maritime de Dinan. Celui-ci l'a vivement reprise pour la remettre dans sa gaine. Un terreneuvais menace le gendarme maritime de Cancale et veut le jeter à l'eau. Il est conduit sur le *Robert-Surcouf*.

Vers midi et demi un télégramme arrive du cap Fréhel annonçant le retour du *Gallia*. Immédiatement M. Gruénais fait battre à son de tambour qu'il sera procédé dans l'après-midi à l'embarquement de ce qui reste de passagers. Tout le monde pousse un soupir de soulagement. On télégraphie dans toutes les directions pour faire revenir ceux qui sont retournés chez eux. A deux heures le *Robert-Surcouf* embarque au Bey une grande quantité de retardataires, avec coffres et paillasses. Le *Gallia* vient de mouiller sur rade.

Profitant de ce que le *Robert-Surcouf* était le long du *Gallia* un déserteur

nommé Adam amené hier, menottes aux mains, de Dinan, s'est évadé de nouveau et a pris la fuite.

Les patrons de goëlettes qui recherchaient leurs hommes ne les ont pas retrouvés, il y aura certainement des manquants.

A cinq heures une certaine sont transportés sur le *Gallia* qui appareille définitivement à six heures.

---

## ANNONCES & AVIS

---

### A LOUER UNE MAISON

avec jardins et dépendances

S'adresser à M<sup>me</sup> V<sup>re</sup> O. COUDRAY

---

### AVIS

~~~~~

Le soussigné informe le public qu'il a à vendre :

Vins fins d'Espagne en gros :  
Madère, Malaga, Sherry, Porto,  
Moscatel, Mauzanilla. En caisses  
de 12 bouteilles et en barils de  
16 à 164 litres.

Champagne Benoit fils.

E. BENATRE

---

### AVIS

~~~~~

M. G. Jaquet, agent de la Société française du Gramophone, a à vendre des appareils de 45 à 300 francs, munis d'un nouveau diaphragme et d'un nouveau bras acoustique; ainsi que des disques de 3 fr. 50 à 26 fr..

On peut se procurer dès maintenant des aiguilles à 1 fr. la boîte de 200.

---

### AVIS

~~~~~

**FERME ROBINSON**  
Route de Savoyard  
**APPARTEMENTS A LOUER**

S'adresser au bureau du journal.

## AVIS



Le soussigné a l'honneur de prier les créanciers des Sécheries de morues de Port de Bouc de bien vouloir lui remettre leur compte et se faire régler au plus tard pour le 15 mai. Passé ce délai, il ne sera plus accepté ou réglé aucun compte.

Pour le Comité de liquidation  
des Sécheries de morues de Port-de-Bouc

E. LACROIX

---

## A VENDRE ou A LOUER

présentement

Tout ou partie

**DE L'HABITATION DE M. LE BUF**

avec toutes ses dépendances,  
cales et quais, chalands, canots, etc.

**FERME ET VILLA**

Situées Route de l'Anse à Ravenel

Plusieurs propriétés situées en ville, au Cap à l'Aigle etc.

Pour renseignements et pour traiter, s'adresser à la maison Le Buf à Saint-Pierre ou à M<sup>me</sup> Le Buf à Vienneuil, près Blois.

---

## A VENDRE

**Une maison à étage**

Sise sur la place de l'Eglise

S'adresser à M. J. H. COLOMBEL

RUE DE SÈZE

---

Le Gérant, Fernand Mazier.

St-Pierre Miquelon. — Imp. du Réveil.